

AI Index: PRE 01/123/2008  
22 April 2008

## **Afrique centrale. Gouvernements et ONU doivent joindre leurs forces pour obtenir la libération des femmes et enfants enlevés**

Amnesty International a appelé ce mardi 22 avril les Nations unies et les gouvernements d'Afrique centrale à prendre immédiatement des mesures pour obtenir la libération des plus de 350 hommes, femmes et enfants qui auraient été enlevés par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) au cours des dernières semaines.

Les enlèvements ont eu lieu en République centrafricaine (RCA), en République démocratique du Congo (RDC) et dans le sud du Soudan alors que la LRA se préparait officiellement à signer un accord de paix avec le gouvernement ougandais, qui devait mettre fin à plus de vingt ans d'une guerre civile caractérisée par des crimes de guerre : enlèvements, exécutions illégales généralisées, mutilation de non-combattants.

*« Alors que, comme en Ouganda, ces personnes – parmi lesquelles beaucoup de femmes et d'enfants – sont probablement destinées à devenir des enfants soldats et des esclaves sexuels, aucun des gouvernements de la région n'a entrepris quoi que ce soit pour obtenir leur libération, a déclaré Amnesty International.*

*« Les gouvernements du Soudan, de la RCA et de la RDC – avec l'aide des Nations unies – doivent joindre leurs forces pour assurer la sécurité et obtenir la libération immédiate des personnes enlevées, et déférer les responsables de ces enlèvements à la justice. »*

Les femmes et les jeunes filles enlevées par la LRA ont dans le passé été utilisées comme esclaves sexuelles, tandis que les jeunes garçons et les hommes ont été forcés de combattre et de commettre des atrocités, ou ont été utilisés comme porteurs des biens pillés.

Les enlèvements les plus récents se sont produits près d'Obo, localité située dans sud-est de la RCA, à la frontière avec la RDC et le Soudan.

Il semble que la LRA ait déplacé ses opérations vers le sud de la RCA pour tenter d'éviter que ses dirigeants soient arrêtés et transférés devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, où ils sont recherchés pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Selon des informations récentes, les combattants auraient depuis traversé la frontière avec la RDC en emmenant avec eux les personnes enlevées.

Plusieurs dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur ont été inculpés par la Cour pénale internationale, en 2005, d'enlèvements à grande échelle et d'autres crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

Cinq forces de sécurité sont actuellement en opération en République centrafricaine : l'armée de la RCA, les forces de l'Union européenne (EUFOR), les forces des Nations unies (MINURCAT), la Force multinationale en Centrafrique (FOMUC) et les forces du gouvernement français.

Amnesty International appelle les forces des Nations unies et les autres forces actives dans la région – la Mission des Nations unies (UNMIS) dans le sud du Soudan et la MONUC en RDC – à aider les gouvernements de cette région du monde à obtenir la libération des personnes enlevées.

L'organisation a également demandé aux forces de maintien de la paix et aux forces gouvernementales de la région de coopérer à l'arrestation et au transfert de toutes les personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, y compris des dirigeants de la LRA.